TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 314 DERNIÈRE ÉDITION MARDI 16 JUIN 1981

1° tour

Près de dix mille survivants de l'holocauste réunis à Jérusalem

LIRE PAGE 30

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6,50 kr; Espagne, 70 pes.; G.-B., 40 p.; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 900 l. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,50 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 4,30 kr ; Suisse, 1,30 F; E.-U., 95 cents; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 32

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

Le succès « historique » du P.S. garantit au président de la République une solide majorité à l'Assemblée nationale

- **Le net recul du P.C., menacé de perdre la moitié de ses députés, se confirme**
- **L'U.N.M., qui régresse, lance un pressant appel aux abstentionnistes**
- **156 sièges sur 491 sont pourvus au premier tour**

Le premier tour de scrutin des élections législatives, le 14 juin, est allé bien au-delà de la confirmation du vote du 10 mai, en faveur de M. Mitterrand. Il a donné au parti socialiste d'abord, à l'ensemble de la gauche ensuite, malgré le recul communiste, une audience électorale sans précédent sous la Ve République.

La gauche est assurée d'avoir la majorité à l'Assemblée nationale et les socialistes peuvent même espérer l'avoir à eux seuls. Les dirigeants du P.S. soulignent le caractère « historique » de leur victoire et la « durée » qu'elle ouvre à leur action gouvernementale. Ils déclarent vouloir se garder de tout esprit de triomphalisme ou de domination.

M. Marchais récuse l'idée d'un déclin du P.C.F., menacé de perdre la moitié de ses sièges, et attribue le succès socialiste au phénomène de polarisation autour du parti du président.

Les dirigeants des deux partis devaient se rencontrer, lundi après-midi, pour examiner les conditions du second tour. Ceux du P.S., qui ont siégé lundi matin au bureau exécutif, n'attendaient pas, compte tenu des écarts de voix entre les candidats des deux partis, que la direction du P.C.F. demande des « désistements-cadeaux » de la part des socialistes placés en tête par le suffrage universel. En revanche, ils pensent que cette sanction électorale devrait provoquer une révision en profondeur des positions du parti communiste.

M. Mitterrand n'a pas l'intention d'intervenir entre les deux tours sinon pour un bref commentaire au conseil des ministres de mercredi. Le succès du P.S. rend cette intervention inutile. Le président de la République a fait remarquer à ses proches qu'il avait fallu beaucoup de temps pour en arriver à ce résultat et pour faire admettre l'avènement de l'identification du socialisme et de la France, auquel il n'avait cessé d'œuvrer.

Les dirigeants de l'ex-majorité, MM. Chirac, Lecanuet, Barre, prennent acte du succès socialiste mais, en se fondant sur l'ampleur de l'abstention (30 % environ), ils pressent les électeurs absents le 14 d'aller voter le 21 pour contenir la gauche et « corriger les excès du premier tour ».

Sur les quatre cent quatre-vingt-onze sièges à pourvoir, cent cinquante-six l'ont été dès le 14 juin.

Sur les marchés des changes, la forte avancée du P.S. et, surtout, le recul du P.C.F. ont été accueillis plutôt favorablement et, en tout cas, avec calme : le cours du mark à Paris est resté stable à 2,3930 F environ, soit le cours de la veille du week-end au soir, tandis que le dollar fléchissait partout, passant de 5,72 à 5,66 F.

Jouant le « fait accompli », la Bourse de Paris est restée calme et a même vu ses cours remonter légèrement. La détente constatée sur le marché de l'or a confirmé la sérénité des milieux financiers.

Une hypothèque levée

Bien qu'on n'ait encore enregistré aucune réaction officielle en provenance de l'étranger, le résultat du premier tour des élections législatives a indéniablement été bien accueilli dans la plupart des capitales occidentales. Tous les commentaires officieux sont concordants : le « raz de marée » dont a bénéficié le parti socialiste lève l'hypothèque communiste. Or c'est bien sûr cette hypothèque qui inquiétait le plus, que ce soit à Washington, à Londres ou à Bonn.

Les commentateurs restent prudents, en attendant le second tour. Mais, comme en France, on pense à l'étranger que les socialistes et les radicaux de gauche ont toutes les chances de contrôler la prochaine Assemblée. La politique française y gagnera, estime-t-on, en clarté, en stabilité et en indépendance, même si M. Mitterrand, pour des raisons tactiques, mais non plus par nécessité, choisit tout de même d'ajouter deux ou trois ministres communistes au gouvernement.

Cette indépendance de la diplomatie française était jugée extrêmement souhaitable par presque tous les pays occidentaux. Elle devient aujourd'hui parfaitement crédible et s'ajoute aux explications que M. Claude Cheysson s'est employé à donner, depuis son arrivée au ministère des relations extérieures, aussi bien aux Américains qu'aux Allemands ou aux Britanniques. Ces explications avaient été bien accueillies, même aux Etats-Unis où l'on est prêt à faire la différence entre socialistes et « rouges ». Elles ne pourront plus, dorénavant, être mises en cause,

Spectaculaires confirmations

Les mutations politiques que l'on avait observées à l'occasion du second tour de l'élection présidentielle, le 10 mai, et que l'on avait pu pressentir dès le premier, le 26 avril, n'étaient que bien de peu de chose au regard de ce qui vient de se passer un mois et quatre jours après la victoire de M. Mitterrand sur M. Giscard d'Estaing.

La volonté de changement que cette victoire avait illustrée est à ce point confirmée, les premières décisions prises et les premières orientations fixées par le chef de l'Etat et son gouvernement sont à ce point approuvées, que l'expression « raz de marée » apparaît faible pour qualifier le succès du parti socialiste. Opérant une poussée considérable qui déborde de très loin ses bastions traditionnels, il obtient d'emblée la réélection de quarante-deux de ses cent six sortants, l'élection de six nouveaux venus et il est en ballottage très favorable ou favorable dans de nombreuses circonscriptions.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

DOMINANT

Ceux qui ont voté avec leur parasol et leur barbecue sont, avec le P.S., les vedettes du premier tour. Une réserve qu'on s'arrache à qui mieux

Mériter la confiance

Créer une formation « *souple et moderne* », capable d'équilibrer le P.C., de le dominer, et d'assumer par elle-même « *une vocation majoritaire* » : telles étaient les trois étapes d'un projet politique défini dès 1969 par M. François Mitterrand dans un ouvrage essentiel, *Ma part de vérité*. Les trois étapes ont été franchies : renaissance du parti socialiste, au mois de juin 1971 à Epinay-sur-Seine ; rééquilibrage de la gauche au profit du P.S. au scrutin législatif de 1978 ; promesse d'une situation dominante après le 14 juin.

Le franchissement de ces trois degrés témoigne en premier lieu de l'habileté tactique de celui qui est aujourd'hui chef de l'Etat : en choisissant, contre l'avis de la minorité du parti, dont M. Rocard, la solution de la dissolution immédiate de l'Assemblée nationale, il avait perçu le profit que les socialistes pourraient tirer d'une dynamique présidentielle.

Cette réussite témoigne en second lieu de l'intelligence stratégique d'un homme qui concevait l'union de la gauche — relayée, après la rupture de 1977, par l'aspiration unitaire — comme l'instrument non seulement de la conquête du pouvoir d'Etat, mais aussi d'un rééquilibrage de l'opposition.

L'échec des élections législatives de mars 1978 procédait d'une contradiction.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 3.)

TROIS FAITS

Il y a d'abord le « fait présidentiel ». Mais il ne suffit pas à expliquer le raz de marée socialiste.

Pour la première fois, des élections législatives avaient lieu dans la foulée d'une élection présidentielle. Mais il y a deux précédents, non pas identiques mais comparables, ceux de 1962 et de 1968. La dissolution avait été également prononcée, la première suivant un référendum qui avait valeur de test présidentiel. Dans les deux cas, un raz de marée — gaulliste — était venu confirmer la victoire du président.

Le fait présidentiel a été amplifié, cette fois encore, par le fait majoritaire. La majorité va à la majorité, tant dans l'ensemble du pays qu'à l'intérieur de la gauche, où, conjuguée avec l'énorme reflux communiste par rapport à 1978, la lame de fond socialiste achève de changer complètement le rapport de forces entre le P.C. et le P.S. et confirme ainsi la prophétie de M. Mitterrand en 1972.

La confirmation de l'élection présidentielle, élection majeure, est dans la nature des institutions et, en tout cas, dans l'esprit du corps électoral. En ce sens, le premier tour des élections législatives est une seconde défaite pour M. Giscard d'Estaing, même s'il n'a pris aucune part à la campagne électorale. Il y avait dans son échec du 10 mai le rejet d'un homme et d'un style autant, sinon plus, que d'une politique. Ses propres partisans l'avaient admis. Dans l'échec de l'ancienne majorité, il y a le refus d'une politique, un désir réel de changement. L'appoint de voix de M. Chirac avait, par son hostilité à M. Giscard d'Estaing, contribué à l'élection de M. François Mitterrand. Ce phénomène incontes-